



cahier de recherche

2015-07

Mobilité interne et entrepreneuriat des jeunes en République démocratique du Congo

Alain Kikandi Kiuma
Christian Kamala Kaghoma
Joelle Mukenyi Kalala
Allegra Kabamba Mbuyi

Février 2015



pep
partnership for
economic
policy



PAGE
policy analysis on growth and employment

IDRC
International Development
Research Centre

CRDI
Centre de recherches pour le
développement international

pep
partnership for
economic
policy

UKaid
Department for International
Development

Mobilité interne et entrepreneuriat des jeunes en République démocratique du Congo

Résumé

Ce papier met en évidence le lien entre la forte mobilité des jeunes en République Démocratique du Congo et leur engagement dans l'entrepreneuriat. En effet, malgré la destruction d'infrastructures de transport du fait de la longue période de guerre qu'elle a traversé, la RDC a une population dont la mobilité au sein du territoire national est des plus importantes, avec un taux de mobilité interne de plus de 20%, particulièrement parmi les jeunes de 15 à 30 ans. Attirés par la diversité d'opportunités que procure celle des ressources à travers le pays, ces migrants sont nombreux à s'orienter vers des activités entrepreneuriales dans leurs nouvelles localisations. A partir des données de l'enquête 1-2-3 réalisée en 2005 par l'Institut National de la Statistique de la RD Congo (INS) en collaboration avec l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), ce papier dresse le profil du jeune migrant interne, fait ressortir les déterminants de sa décision de migrer ainsi que les zones de destination privilégiée. Il établit aussi le lien entre le profil du jeune migrant et son engagement dans l'entrepreneuriat.

Abstract

This paper underlines the relationship between the mobility of young people in the Democratic Republic of Congo (DRC) and their involvement in entrepreneurship. Despite the destruction of transport infrastructure during the long period of war, the DRC is characterized by high internal mobility that exceeds 20 %, particularly among the people whose age ranges between 15 and 30 years. Attracted by opportunities in some regions of the country, these migrants are likely to move towards entrepreneurial activities in their new locations. Using data from the 1-2-3 survey, conducted in 2005 by the National Institute of Statistics of the Congo (INS) in collaboration with the Economic and Statistical Observatory of Sub-Saharan Africa (AFRISTAT), the paper draws the profile of young internal migrants and highlights the determinants of the decision to migrate. It identifies preferred geographical destination of migrants, and establishes the link between the characteristics of young migrants and their commitment to entrepreneurial activity.

JEL: J61; J24; J31

Mots clés: Mobilité géographique, migration, emploi des jeunes, entrepreneuriat, RD Congo

Auteurs

Kikandi Kiuma Alain

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université Libre des Pays des Grands Lacs
Goma, RD Congo
Ph.D candidate, Université de Yaoundé II,
Cameroun
Email: kikandi_alain@yahoo.fr

Mukenyi Kalala Joelle

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université Libre des Pays des Grands Lacs,
Goma, RD Congo
Email: joellemukenyi@yahoo.fr

Kamala Kaghoma Christian

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université Catholique de Bukavu,
Bukavu, RD Congo
Email : chriskkaghoma@yahoo.fr

Kabamba Mbuyi Allegra

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Kinshasa,
Kinshasa, RD Congo
Email: allegrakabamba@gmail.com

Remerciements

Cette étude a bénéficié d'une assistance technique et financière du Partenariat pour les Politiques Économiques (PEP, www.pep-net.org), financé par le Département du Développement International (DFID) du Royaume-Uni (UKaid), et le gouvernement du Canada par l'entremise du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI). Les auteurs sont également reconnaissants à Abdelkrim Araar et Jean-Yves Duclos pour l'appui technique et les conseils, ainsi qu'à deux évaluateurs anonymes pour leurs précieux commentaires et suggestions.

Table des matières

Sommaire exécutif	p.5
I. Introduction	p.7
1.1. Contexte de l'étude	
1.2. Problématique de l'étude	
1.3. Questions de recherche et objectifs	
II. Revue de la littérature	p.10
III. Méthodologie et données	p.13
3.1. Les modèles de décision de migration	
3.2. L'effet de la migration sur l'entrepreneuriat et le modèle probit récursif	
3.3. L'effet de la migration sur l'entrepreneuriat et la méthode de randomisation	
IV. Application et résultats	p.19
4.1. Résultats des statistiques descriptives	
4.2. Résultats des modèles économétriques	
V. Conclusions et implications de politiques	p.26
VI. Références bibliographiques	p.29
Annexe – tableaux et figures	p.33

Liste des tableaux

Tableau 1 : Produit intérieur brut des provinces en PP en USD en 2005	32
Tableau 2 : Flux migratoires entrants enregistrés dans les provinces en 2005	32
Tableau 3 : Secteur d'activité des jeunes entrepreneurs selon leurs niveaux d'études	32
Tableau 4 : Origine et destination des migrants entrepreneurs	32
Tableau 5 : Le modèle d'appariement et l'effet moyen de traitement	33
Tableau 6 : Estimation des effets marginaux avec le modèle de type probit (Population 15-30 ans)	34
Tableau 7 : Estimation des effets marginaux du modèle de type Bi-probit (population 15-30ans)	35

Liste des figures

Figure 1 : La courbe de densité de l'âge de départ	36
Figure 2 : Niveau de vie, et les répartitions des jeunes migrants et des entrepreneurs en RDC .	36
Figure 3 : Répartition des entrepreneurs : Population entière vs jeunes	37
Figure 4 : Répartition des entrepreneurs par niveau d'études	37
Figure 5 : Modèle du score d'appariement et le support commun	37
Figure 6 : Modèle du score d'appariement et la distribution des scores	37

Liste des abréviations

BAD	Banque Africaine de développement
BIT	Bureau International du Travail
DCSR	Document de Croissance et de Stratégie de Réduction de Pauvreté
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
INS	Institut National de la Statistique
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité du Pouvoir d'Achat
RDC	République démocratique du Congo

Sommaire exécutif

Depuis 1994, la République Démocratique du Congo a connu une période de forte turbulence politique caractérisée par des guerres (1996 et 1998) et rébellions dans différentes provinces du pays (2004, 2009, 2012). Avec le retour d'une paix relative à partir des années 2001, l'économie congolaise a renoué avec la croissance, mais le niveau de chômage, surtout celui des jeunes, reste encore très élevé. Les conditions d'insertion sur les différents marchés locaux du travail étant moins favorables aux jeunes, différentes stratégies d'insertion ont été adoptées dont la mobilité interne pour motif professionnel. C'est ainsi que le taux de migrants interne dans la population active s'est chiffré à plus de 20% en 2005, composés essentiellement des jeunes de moins de 35 ans (INS, 2006).

Au regard des difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail et de la propension à migrer qui les caractérise, l'objectif poursuivi par cette recherche était d'analyser le lien entre la mobilité interne et la probabilité de s'installer comme entrepreneur. En filigrane de cet objectif principal se trouve logés trois sous objectifs, à savoir : dresser le profil des jeunes migrants entrepreneurs, établir la relation entre le statut migratoire d'un jeune et son engagement en entrepreneuriat et enfin déterminer les zones privilégiées de destination des jeunes migrants.

La méthodologie adoptée s'appuie sur des données de l'enquête DIAL 1-2-3 réalisée par le Ministère congolais de Plan et l'Institut National de la Statistique en partenariat avec AFRISTAT. D'une part, une analyse descriptive a été faite afin de dégager les liens statistiques entre la décision de migration, les différentiels de gains et l'engagement en entrepreneuriat. D'autre part, une analyse économétrique multivariée basée essentiellement sur l'approche probit a été menée afin d'exposer les différents déterminants de l'installation d'un jeune dans l'activité entrepreneuriale. Cette approche a été complétée par le recours à un modèle de traitement prenant appui sur la méthode de score d'appariement (PSM), avec pour but d'évaluer la robustesse des résultats obtenus par les deux premières approches sus-évoquées.

Les analyses statistiques et économétriques ont révélé un lien positif entre la migration interne et l'installation comme entrepreneur (indépendant et patron). En effet, les jeunes migrants sont plus attirés par l'entrepreneuriat parce que celui-ci génère des revenus supérieurs à ceux qu'ils obtiendraient en exerçant comme salariés. La plupart de ces jeunes sont cependant actifs dans le secteur informel où ils exercent des activités moins exigeantes en termes d'investissement en capital. L'exercice des activités entrepreneuriales dans le secteur formel ou informel est influencé par bien d'autres variables dont la plus importante est le niveau d'éducation. Les jeunes ayant atteint une formation secondaire et postsecondaire, comparés à ceux qui n'ont pas atteint ces niveaux, sont plus attirés par l'entrepreneuriat dans le secteur formel. C'est donc le secteur formel qui rémunère mieux ces hauts niveaux de capital humain.

Le cadre macroéconomique dans lequel les jeunes entrepreneurs travaillent pèse sur leur performance. En effet, Makabu et al. (2007) indiquait que les promoteurs des unités de production butaient à un problème majeur, celui de financement. Même si l'entrepreneuriat informel contribue fortement au revenu total du pays, les systèmes de financement des activités entrepreneuriales formelles comme informelles sont encore insuffisants pour répondre aux besoins desdites activités ainsi qu'à leur développement. Si l'accès au crédit leur était facilité, la croissance de leurs activités pourrait améliorer non seulement leur situation, mais aussi celle de l'économie par la transition desdites unités de l'informel au secteur formel, et par la création d'emplois voire indirects (Henrard et Destré, 2004). Ainsi, un des moyens pour promouvoir le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et de leur indépendance dans leur milieu d'origine comme dans celui de destination serait la mise en place des structures de financement et d'accompagnement des unités de production créées par ces jeunes. Ceci pourrait permettre une relance éventuellement également distribuée dans le pays étant donné que les jeunes n'auraient pas besoin de migrer pour pouvoir s'engager dans l'entrepreneuriat. A ceci s'ajoute la nécessité de soutenir le plus possible le système éducatif de manière à ce qu'il soit à même de pousser le plus des jeunes à achever tout au moins le niveau secondaire de leurs études.

I. Introduction

1.1 Contexte de l'étude

Le phénomène de migration est au centre des préoccupations des décideurs de politiques économiques, tout aussi bien que celles des scientifiques. Cela est essentiellement dû d'une part à l'importance des flux migratoires observés entre pays, et d'autre part, aux craintes des populations locales que ces flux suscitent, surtout en ce qui concerne l'emploi (Friedberg et Hunt, 1995 ; Gilles, 2009). Pourtant, comparées aux migrations internes, les mobilités internationales restent très limitées. En effet, en même temps que s'amplifient les migrations internationales, des mobilités internes plus intenses continuent de s'observer sans qu'en dépit de leur importance elles n'attirent autant d'attention que les migrations internationales. Ceci, s'explique en partie par le manque des données statistiques y relatives (Skeldon, 2009 ; Bao et. al., 2007). Toutefois, malgré cet écueil, l'on observe depuis quelques années, aussi bien dans les pays développés, en transition que ceux en développement, l'émergence d'un intérêt pour la migration interne du fait de son intensité et de son influence sur la situation individuelle du migrant et de sa famille ainsi que sur le marché du travail (White, 2009 ; Ackah et Medvedev, 2012 ; Mberu, 2005, Mitra, 2010, Knight et Gunatilaka, 2010, Switek, 2014). Malgré cette nouvelle orientation, très peu d'accent est mis sur le lien entre la migration interne et la décision d'activité entrepreneuriale.

La plupart des travaux consacrés à la migration interne insistent sur ses principaux déterminants et l'influence de cette décision sur le revenu du migrant. Ces travaux mettent en relation la décision de migration avec le marché du travail. Ils placent par ailleurs au cœur des motivations de la migration les opportunités d'emplois et des salaires, s'inscrivant ainsi dans la lignée proposée par Hicks (1932) pour qui les avantages économiques nets constituent les principaux mobiles de la migration. Cependant, à l'exception de certains travaux sur la migration internationale, très peu de recherches portant sur la migration interne prennent en compte les opportunités d'affaires dans les avantages économiques évoqués par Hicks. De ce fait, ils n'offrent pas la possibilité d'associer la migration interne à l'entrepreneuriat.

L'un des problèmes majeurs auxquels font face un bon nombre de pays africains est l'incapacité de leurs économies à résorber le chômage, particulièrement celui des jeunes¹. Pour un continent dont la population est constituée pour plus de la moitié des jeunes de moins de 21 ans et à 2/3 de moins de 30 ans, les conséquences d'un tel état

¹ La définition des jeunes peut varier selon les pays. Officiellement on retient que les jeunes sont les personnes dont l'âge est compris entre 14-24 ans. Dans certains pays comme le Burundi le jeune est celui dont l'âge est compris entre 15-30 ans alors qu'en Uganda par exemple on considère la limite supérieure de 35 ans.

des choses peuvent ainsi être énormes au point de bloquer l'élan de croissance que l'on a observé sur le continent depuis une décennie².

Dans un tel contexte, l'entrepreneuriat des jeunes se révèle non seulement comme un bon rempart pour l'absorption de la force productive inutilisée. Bien que pour la grande majorité, les activités initiées par les jeunes relèvent du secteur informel, elles contribuent à la création d'emploi et à la croissance économique. En Afrique de l'Ouest, il a été montré que plus de 40% de l'emploi salarié a été créé par ces PME (BAD, 2012).

Cette configuration se transpose à l'ensemble des pays du continent, et la République démocratique du Congo en particulier n'y déroge pas. Ainsi, ce papier examinera la relation entre la mobilité interne des jeunes et la saisie des opportunités entrepreneuriales en République démocratique du Congo.

1.2. Problématique de l'étude

La République démocratique du Congo fait partie des pays les plus pauvres de la planète. Selon la Banque Centrale du Congo (2010), le PIB réel par habitant est passé de 79,3USD en 2002 à 91,0USD en 2006 pour atteindre 100,5USD en 2010. Malgré un taux de croissance moyen (du PIB) et un taux de croissance démographique estimés respectivement à 5,6% et à 3,1% sur la période 2006-2010, la pauvreté y touche 7 ménages sur 10 (Ministère de plan de la RDC, 2012). Selon la Banque Centrale du Congo (2011), le taux de chômage en 2010 était de 59% alors que le Document de Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2 (DSCR2, Ministère de plan de la RDC, 2012)³ le situe à 6,7%, pour la même année. Selon la BAD (2012), le nombre des demandeurs d'emploi pourra encore progresser en 2013 et au regard des difficultés actuelles, le Gouvernement congolais ne sera pas en mesure de pourvoir l'emploi aux chômeurs actuels et futurs bien que le ministère de plan dans le DSCR2 prévoit une création annuelle d'un million d'emplois à partir de l'année 2012, objectif difficilement réalisable. En effet, actuellement sur 9000 jeunes qui sortent des universités congolaises, moins de 100 trouvent un emploi, indique la Banque Africaine de Développement (BAD, 2012).

Dans un rapport récent, la Fédération des entreprises du Congo dresse un état des lieux des entreprises dans les 11 provinces que compte le pays, les contraintes auxquelles elles font face et les défis à relever. Il ressort de ce rapport que le maintien de l'économie à son état depuis les années 1990 à 2006 était particulièrement dû à

²Selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2012), bien que le chômage affecte indistinctement les adultes et les jeunes sur le continent, la catégorie de 15 à 24 ans qui constitue plus de 40% de la force du travail est la plus affectée, avec un taux de chômage qui atteint 60% de leur contingent, soit le double de celui des adultes de plus de 30 ans.

³ Il s'agit du taux de chômage calculé selon la définition du BIT.

l'initiative privée autochtone à travers la création des PME, des micro-entreprises et l'informel (FEC, 2007).

Bien que globalement affectée par la situation décrite plus haut, la RDC est constituée des provinces qui présentent des situations nettement différentes en termes de dotation en ressources; certaines étant plus confortablement dotées que d'autres. Ces différences d'atouts productifs se traduisent aussi en termes de différences d'opportunités d'affaires et de capacité productive. Cette disparité⁴ se traduit par la divergence des PIB provinciaux repris dans le tableau 1.

L'enquête 1-2-3 sur l'emploi, le secteur informel et la consommation réalisée en 2004-2005, l'Institut National de la Statistique (INS, 2005) et l'Organisation Internationale des Migrations (OIM, 2009) rapportent que ces disparités entre provinces en termes de richesse et d'opportunités (d'emploi et d'affaires) modèlent le comportement des populations qui, pour saisir les quelques rares opportunités d'emploi ou d'affaires, adoptent des comportements migratoires.

1.3. Questions de recherche et objectifs

La description faite ci-haut traduit l'ampleur du chômage et du sous-emploi en RDC, soit deux des conséquences de la détérioration de la situation économique et politique qu'a connue le pays ces deux dernières décennies. En réponse à cette situation, les migrations internes pourraient bien s'expliquer comme une forme naturelle de réallocation de la population active à travers les différentes provinces du pays. Ainsi, partant du fait que les personnes de 15-30 ans en RDC sont les plus mobiles et les plus engagées dans les activités entrepreneuriales (plus de 80% selon l'INS, 2005 ; FEC, 2007), cette recherche se veut une réponse à la question suivante : « Dans quelles mesures la mobilité interne influence-t-elle l'entrée des jeunes en entrepreneuriat ? »

Pour cela, l'objectif principal poursuivi est de cerner le rôle de la mobilité spatiale interne sur l'entrée des jeunes en entrepreneuriat en République démocratique du Congo. De manière plus explicite, il s'agira de :

- Dresser le profil du jeune migrant interne et les déterminants de sa décision de migrer ;
- Déterminer les zones privilégiées de destination des jeunes migrants ;
- Établir le lien entre le statut migratoire d'un jeune et son engagement dans l'entrepreneuriat.

⁴ La constitution du 18 février 2006 en son article 181, en reconnaissant l'importance de ces disparités et leur impact sur la création des richesses par les provinces, a instituée une caisse commune de péréquation de telle sorte que les provinces les plus riches participent au développement des provinces pauvres par le versement de 10% de leur recette à caractère national.

II. Revue de la littérature

Il existe un consensus que la mobilité des travailleurs est un moyen important de redistribution de la main d'œuvre en vue de la promotion de la croissance économique. Avec les travaux de Sjaastad (1962), elle a été également perçue, dans la perspective individuelle, comme un moyen d'accroître la capacité de réaliser les gains personnels, c'est-à-dire comme un investissement en capital humain. Pareil investissement n'est pas seulement profitable aux migrants. Il est bénéfique aux régions d'origines et d'accueil dès lors qu'il facilite une allocation efficiente de la main d'œuvre entre régions (Krieg, 1997). Ce thème a bénéficié de nombreuses recherches orientées en majorité sur la migration internationale et ses conséquences sur le marché de l'emploi dans le pays d'accueil (Miniti et Lévesque, 2008 ; Bodvarsson et Van den Berg, 2009 ; Skeldon 2009, 2010 ; Wahba et Zenou, 2012). La migration interne a été reléguée au second plan quand bien même les flux enregistrés dans nombreux pays, aussi bien développés que sous-développés, continuent de connaître ascension soutenue (Skeldon, 2009).

C'est la contribution de Todaro (1969), parue quelques années après l'article séminal de Sjaastad (1962.), qui a lancé le débat sur la mobilité interne à travers le modèle probabiliste de migration rurale-urbaine dans les pays en développement. Todaro (1969) et Harris et Todaro (1970) montrent que les différentiels des salaires et la probabilité de trouver un emploi dans le milieu de destination justifient la décision de migrer. Une des hypothèses de base de ce modèle concerne la segmentation du marché du travail urbain en marché formel et informel, deux secteurs au mode de fonctionnement de marchés différents. Pour financer leur recherche d'emploi dans le secteur formel, selon Todaro, les migrants transitent au préalable par le secteur informel. Ainsi, en dépit d'un taux de chômage élevé dans les milieux urbains, l'existence du secteur informel et la probabilité de trouver un emploi permettent de justifier les flux migratoires des milieux ruraux vers les milieux urbains dans les pays en développement. Dès lors, le chômage s'apparente dans ce modèle à un chômage frictionnel ou de recherche. À partir de cette étude, plusieurs recherches se sont alors intéressées aux déterminants de la migration interne et bien d'autres à ses conséquences.

Banerjee (1983) essaie de vérifier la pertinence des hypothèses de ce modèle, particulièrement l'hypothèse de segmentation du marché. Sa recherche ne valide pas toutes les hypothèses du modèle probabiliste en Inde. En décidant de migrer, les migrants peuvent être intéressés par les opportunités offertes par l'un des secteurs ou l'autre. En conséquence, ils ne considèrent toujours pas le secteur informel comme un secteur transitoire permettant de financer la recherche d'emploi dans le secteur formel urbain. Néanmoins, l'auteur accorde que c'est bien les opportunités d'emplois dans le milieu de destination et les différentiels des salaires qui incitent à la migration, certains avec leur "emploi déjà en poche" parce que dès leurs milieux de départ, ils sont sûrs de trouver un emploi dans leurs lieux de destination (migration contractée). Cette étude souligne que le capital humain, facteur essentiel de la décision de migration, est

rémunéré de la même manière dans le secteur formel et informel salarié. Si les opportunités d'emplois sont celles qui guident le choix migratoire des individus, celles liées à la création d'entreprises n'ont pas souvent été prises en compte. C'est très récemment que l'on a commencé à s'intéresser à la relation entre migration de retour et entrepreneuriat.

Des nombreux travaux sur l'entrepreneuriat ont été réalisés ces dernières années. La plupart de ces travaux permettent d'appréhender la décision entrepreneuriale en termes de choix occupationnel. Quelle que soit leur obédience, microéconomique ou macroéconomique, ces travaux s'appuient tous sur le cadre microéconomique néo-classique de maximisation d'utilité (Miniti et Lévesque, 2008). Celui-ci appréhende l'entrepreneuriat comme une décision d'allocation de son capital humain au regard de la mise en balance du coût d'opportunité d'entreprendre avec une espérance de rétribution. Par exemple, Parker (2004) indique que l'entrepreneuriat est un choix occupationnel parmi tant d'autres qu'un individu peut effectuer lorsqu'il estime qu'il est celui qui maximise son utilité. Dans ce cadre, de nombreux travaux ont surgi ; les uns mettent en relation l'entrepreneuriat et l'allocation des talents et des caractéristiques personnelles et d'autres avec le capital social (par exemple Bauernschuster et al., 2010 ; Wahba et Zenou, 2012). Plus récemment, d'autres études ont mis en relation l'immigration et l'entrepreneuriat (Batista et al., 2013 ; Thom et Xu, 2010 ; Black et Castaldo, 2009 ; Levie, 2007), etc. Dans toutes ces recherches, l'entrepreneuriat est globalement abordé sans tenir compte des catégories d'âges. Par contre, la distinction selon le genre a bénéficié d'un intérêt considérable (voir par exemple Kudzaishe et Fatoki., 2010). A notre connaissance, seuls Blanchflower et Oswald (2007) s'intéressent à l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays de l'OCDE. En Afrique, les études sur l'entrepreneuriat des jeunes sont particulièrement quasi-inexistantes. De plus, celles qui existent introduisent rarement la distinction entre types d'entreprises créées, par exemple micro entreprise de service, commerce ou industrielle. Pourtant, cette classification permettrait d'isoler l'effet sur la création d'emploi et la contribution à la valeur ajoutée et à l'accumulation de richesse de chacune d'elles. Elle permettrait également de trancher sur la motivation à la base de l'initiative d'entrer en entrepreneuriat.

Les travaux qui associent la migration et l'entrepreneuriat sont essentiellement axés sur la migration de retour. Ils supposent que la migration permet de contourner la contrainte liée à l'accès au crédit qui freine les ambitions entrepreneuriales. En suivant Bodvarson et Van den berg (2009), la migration interne peut être aisément associée à l'entrepreneuriat. Ces auteurs subdivisent les migrants en trois catégories selon le rôle qu'ils jouent dans l'économie, à savoir le migrant offreur du travail, le migrant consommateur d'aménités et biens publics et le migrant producteur de biens et services.

La théorie de migrant producteur qui part de l'idée que les ménages produisent à des échelons différents des biens et services a été peu abordée dans les recherches

empiriques. Complémentaire à la première et la deuxième catégorie, elle suppose que le ménage utilise, à côté du capital humain dont il dispose, son capital physique pour produire des biens et services. En ce sens, le choix de la destination serait motivé par la volonté de maximiser l'utilité et/ou de minimiser le coût de production des biens et services. Cet état des choses est conforté par l'expérience des pays d'Asie, et de la Chine en particulier où il est bien démontré que de plus en plus la concentration de l'initiative privée (entrepreneuriat) dans certaines régions (côtières) n'est pas que la conséquence de leur fort potentiel de croissance, mais, dans une certaine mesure, elle en est la cause. Ainsi, pendant que les travaux sur la migration interne en Afrique (voir par exemple Ackah et Medvedev, 2010; Achanfuo-Yeboah, 1993; Zohry, 2008) se sont essentiellement focalisés sur les effets de la décision de migration sur le bien-être des ménages, l'analyse de relation avec l'engagement dans l'activité entrepreneuriale est de nature à fournir davantage d'informations pour les décideurs en termes non seulement de la stimulation de croissance, mais aussi de résorption du chômage. Cependant, bien que l'entrepreneuriat ait attiré l'attention des chercheurs ces dernières années, très peu d'études se sont intéressées à l'entrepreneuriat des jeunes. Pourtant ces derniers font partie de ceux qui sont les plus engagés dans l'activité entrepreneuriale (BAD, 2012).

Pour ce qui est de la République Démocratique du Congo, parmi les études qui se sont penchées sur l'entrepreneuriat, on peut citer celle de Bangobango-Lingo (2010), de Bitemo (2008) et aussi celle de Kamavuako (2009). Pour la question des migrations, le profil national dressé par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM, 2009) reste le plus en vue.

Bitemo (2008) étudie les facteurs qui déterminent le passage de la micro-entreprise à la PME à l'Ouest de la RDC. Il trouve deux groupes de facteurs qui influencent ce passage: les facteurs internes à l'entreprise (genre, sexe, niveau d'éducation de l'entrepreneur et la taille initiale, etc.) et les facteurs liés à l'environnement (secteur d'activité de l'entreprise, coût de formalisation des activités, etc.). Bangobango-Lingo (2010), dans une étude récente, analyse le rôle joué par l'entrepreneuriat dans le processus de croissance et l'influence des politiques d'ajustement structurel sur la dynamique entrepreneuriale en RDC. Il montre que l'environnement sociopolitique défavorable de la décennie 90 et 2000 n'a pas permis à l'entrepreneuriat de jouer pleinement son rôle. Enfin, Kamavuako (2009) s'est intéressé aux facteurs qui sous-tendent la réussite entrepreneuriale chez les minorités ethniques (spécifiquement les immigrants chinois et libanais). Il rapporte que l'engagement en entrepreneuriat n'est pas la conséquence d'une discrimination sur le marché du travail, mais une nécessité de tirer profit des opportunités d'affaires repérées dans l'environnement d'accueil. En outre, il montre que le réseau ethnique sert de source d'information (repérage des opportunités), de cadre d'apprentissage du métier d'entrepreneur et d'approvisionnement. Par contre le réseau non ethnique constitue la source principale de main d'œuvre. Les études intéressées à l'entrepreneuriat en République démocratique du Congo sont plutôt d'ordre général. Aucune d'entre elles n'aborde le cas spécifique de l'entrepreneuriat des jeunes, et ce, malgré l'intérêt prononcé de ces derniers pour l'entrepreneuriat.

Ainsi, en dépit du potentiel que représente l'entrepreneuriat des jeunes dans l'alimentation de la croissance et la réduction de la pauvreté, l'on dispose de très peu de connaissance sur les facteurs motivant l'entrée des jeunes en entrepreneuriat, particulièrement pour les pays en voie de développement. Pourtant, l'identification de ces facteurs et de l'environnement qui motivent et favorisent la création des petites et moyennes entreprises paraît nécessaire en vue d'une allocation efficace des ressources aussi bien humaines que financières (Demirgüç-Kunt et al., 2011).

III. Méthodologie et données

3.1. Les modèles de décision de migration

En situant la migration dans le cadre de la théorie microéconomique du marché du travail de nombreux chercheurs ont adopté l'approche proposée par Sjaastad (1962) pour étudier la décision individuelle de migrer. Selon cette approche, la migration est une décision d'investissement en capital humain qui exige des coûts et duquel on attend des flux des recettes. L'objectif de maximisation de l'utilité est réalisé à travers la maximisation du revenu net (Bodvardson et Van den Berg, 2007). Ainsi, les zones qui offrent des opportunités permettant de réaliser cet objectif attirent davantage le migrant. Dans ce cadre, Jayet (1996) indique que les facteurs déterminant la décision de migration comprennent des caractéristiques individuelles (sexe, âge, niveau d'éducation, etc.), des lieux d'origine et de destination, particulièrement les conditions du marché du travail.

Ainsi, ce cadre est adopté pour approcher les facteurs qui influencent la probabilité qu'un jeune décide de migrer, c'est-à-dire de changer de résidence pour de motif professionnel et dont la durée de résidence est inférieure ou égale à 10 ans dans sa nouvelle localisation. Pour tenir compte de l'attractivité des territoires, les caractéristiques socio-économiques des provinces ou zones de destination et d'origine sont intégrées dans les variables explicatives de la décision de migration. Soit la probabilité de migrer définie de la manière suivante :

$$\Pr(M_i = 1|X) = \Pr(M_i^* > 0|X) = \Pr(\varepsilon_i > -X\beta|X) = \Phi(X\beta) = \Phi(\beta_0 + X_1\beta_1 + \dots + X_n\beta_n) \quad (1)$$

, où X_i est le vecteur des variables explicatives, $\Phi(.)$ est la fonction de distribution cumulative et M^* la variable latente continue associée à la décision de migrer, avec :

$$M = \begin{cases} 1 & \text{si } M_i^* > 0 \text{ i. esil'individuestmigrant} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

En supposant que le terme d'erreur suit la loi normale telle que : $\varepsilon_i \sim N(0,1)$, un modèle probit permettra d'estimer la probabilité qu'un jeune soit migrant interne.

3.2. L'effet de la mobilité sur l'entrepreneuriat et le modèle probit récursif

L'effet de la migration sur l'entrepreneuriat transite par l'allégement de la contrainte du crédit qu'autorise l'appartenance au réseau. Woodruff et Zenteno (2007) indiquent que si le réseau migratoire a plus de fonds, ceux appartenant au réseau seront confrontés à des faibles coûts de capital, ce qui encouragera leur entrée en entrepreneuriat. Par ailleurs, les migrants peuvent avoir des caractéristiques inobservables qui les différencient des non migrants et qui les prédisposent à s'engager dans l'entrepreneuriat⁵. De manière intuitive, ceci peut se comprendre quand on tient compte du fait que, dans son milieu de destination, le migrant est plus astreint que les autochtones à une obligation de réussite. En effet, compte tenu des coûts encourus, à la fois directs et en termes d'opportunités, la décision de migrer repose essentiellement sur un espoir de gain plus important que celui lié à la décision de rester. Aussi, dans le cas d'un certain nombre des pays en développement, il est démontré que le capital social facilite l'accès au crédit bancaire et à l'entrepreneuriat (Shoji et al., 2012). Par exemple dans le cas du Mexique Woodruff et Zonteno (2007) montrent que le capital social des migrants fait qu'ils accèdent plus facilement au crédit que les non-migrants. Dans le cas de la RDC particulièrement, une telle perspective n'est pas encore analysée, mais compte tenu de la forte diversité des tribus que compte ce pays elle est logiquement bien envisageable (Laszlo et Santor, 2009).

Ainsi, à la suite Woodruff et Zonteno (2007) et Wahba et Zénou (2012), la modélisation de l'effet de la décision de mobilité sur l'engagement dans l'entrepreneuriat sera abordée par un probit récursif⁶:

$$\begin{cases} y_i^* = \beta'X_i + \alpha M_i + \varepsilon_i \\ M_i^* = \gamma'Z_i + u_i \end{cases} \quad (2)$$

, M_i^* étant définie comme dans l'équation (1) et y_i^* , une variable latente non-observée relative à la décision d'œuvrer comme entrepreneur. Il est en effet possible de prendre M , la variable migration, parmi les variables explicatives qui sont dans le membre de droite de l'équation d'entrepreneuriat pour traduire le fait qu'être migrant peut influencer le fait que l'on soit ou non entrepreneur. Cependant comme le soulignent Démurger et Xu (2011, p.1852), sous l'hypothèse que tous les agents agissent rationnellement, on peut comprendre que les migrants sont une catégorie auto-sélectionnée relativement à certaines caractéristiques non-observables telles que la motivation ou l'aversion au risque. En effet, dans une même communauté, certains jeunes peuvent décider de migrer pendant que d'autres restent. Vu sous cet angle, il est possible de percevoir la migration comme étant endogène à la décision de s'établir comme entrepreneur. En effet, les caractéristiques non observables peuvent, tout au moins partiellement, expliquer que les migrants soient moins averses aux risques que les

⁵Le tableau A.1 en annexe donne la matrice des migrations, origines et destinations des migrants, selon les diverses entités administratives : ville, cité et village.

⁶ L'estimation de celui-ci et le choix d'instruments à utiliser dans ce modèle sont faits tel que suggéré par Maddala et Lee (1976).

non-migrants et, de ce fait, plus enclin à devenir entrepreneur. Si une quelconque hétérogénéité non-observable a une influence directe sur les deux décisions (migrer et devenir entrepreneur) alors la variable migration doit être corrélée avec le terme d'erreurs ε_i de l'équation d'entrepreneuriat dans le système (2). En d'autres termes, la migration serait effectivement endogène dans l'échantillon des données dont on dispose. Comme le suggère Greene (2012, p.746), l'hétérogénéité non observée peut être résolue en utilisant un modèle Probit bivarié récursif. Formellement, y_i se définit de la manière suivante : $y_i = \begin{cases} 1 & \text{si } y_i^* > 0 \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$

La relation (2) définit la probabilité qu'un migrant interne soit entrepreneur. Ce dernier étant défini comme toute personne qui soit, travaille pour son propre compte, soit emploie un certain nombre d'autres personnes dans une unité de production dont il détient le capital (patron). X_i et Z_i sont des variables explicatives comprenant les caractéristiques individuelles (âge sexe, niveau d'étude, et surtout son capital social, etc.), celles liées à l'environnement familial (nombre d'adultes du ménage et leurs statuts professionnels, les secteurs dans lesquels ils évoluent, l'emploi du père, etc.) et les conditions du marché du travail (taux de chômage, de croissance d'emploi, nombre d'entreprises privées dans la région, etc.).

Dans ce probit bivarié récursif, le statut de migrant et la décision de devenir entrepreneur sont traités de manière interdépendante. Bien que d'un point de vue théorique, l'on n'ait pas besoin des restrictions d'exclusion pour s'assurer de l'identification des paramètres du modèle, certains auteurs suggèrent l'usage d'instruments en vue d'obtenir des résultats plus robustes aux possibles mauvaises spécifications de la distribution fondamentale. Plusieurs variables sont utilisées dans la littérature pour cet effet. Wahba et Zénou (2012) par exemple utilisent la part d'adultes migrants de sexe masculin dans la communauté de départ comme un instrument d'identification de la décision de migration de retour. Se basant sur l'idée que de tels réseaux ont un effet sur la décision d'une migration de retour tout en n'étant pas corrélée avec le terme d'erreur de la décision en termes de choix occupationnel, Démurger et Xu (2011), utilisent le même proxy comme une variable d'identification dans le cas des migrations de retour en Chine. Pour les mêmes raisons et compte tenu des données disponibles, les variables telles que la taille du ménage, la stabilité de la province d'origine et le niveau de pauvreté de la province d'origine du migrant sont prises comme autant d'éléments qui peuvent expliquer le statut de migrant sans avoir un effet sur la décision pour ce dernier de devenir entrepreneur dans sa province de destination.

3.3. L'effet de la migration sur l'entrepreneuriat et la méthode de randomisation

Pour s'assurer de la robustesse des résultats obtenus par les modèles développés précédemment et ressortir l'effet réel de la migration sur la décision de participer au

marché de l'emploi en tant qu'entrepreneur, il est important de recourir aux modèles de traitement. En effet, l'estimation de l'effet de traitement d'un groupe sur une variable d'intérêt, telle que la décision de migration, nécessite d'observer cette dernière sans et avec le programme. En plus du modèle probit récursif présenté ci-haut, nous proposons d'utiliser une méthode expérimentale, soit la méthode PSM (*Propensity Score Matching*) (voir : Rosenbaum et Rubin, (1983/1985-a-b)). Supposons que $Y_{i,T}$ le niveau de l'outcome de l'individu i et T est égale à 1 si l'unité est traitée et 0 sinon. Une façon naturelle pour évaluer l'effet moyen de l'impact du traitement sur l'outcome est le suivant:

$$\tau_{D=1} = E[Y_{i,1}|T = 1] - E[Y_{i,0}|T = 1] \quad (3)$$

Dans cette expression (3), la composante $E[Y_{i,0}|T = 1]$ n'est pas observée. Le PSM est une approche populaire utilisée pour effectuer la randomisation et pour empêcher le biais de sélection soulevé essentiellement à partir de la différence entre les groupes traités et non traités. Principalement, ce procédé a pour but de construire un groupe hypothétique, a priori non traité. Ce groupe hypothétique est censé représenter un échantillon aléatoire du groupe traité. Soit $Y_{i,0}^*$ la variable d'intérêt du groupe contrefactuel. Nous avons alors:

$$E[Y_{i,0}|T = 1] = E[Y_{i,0}^*|T = 0] \quad (4)$$

En espérance de résultat (outcome), le groupe traité et contrefactuel ne diffère pas. Selon Rubin (1977), si pour chaque unité i on peut observer un vecteur de variables X_i et en supposant que le résultat $Y_{i,0}$ est indépendant du traitement conditionnel $X_i(Y_{i,0} \perp T|X_i)$, alors l'effet du traitement de la population pour le traité est identifié: elle est égale à l'effet du traitement sur les covariantes conditionnelles et sur l'affectation à des traitements. Comme le nombre de variables pour faire correspondre les deux groupes peut être important, cela peut soulever des difficultés à faire correspondre les deux groupes. Rosenbaum et Rubin (1983, 1985) suggèrent l'utilisation du score de propension, soit la probabilité pour un individu de recevoir un traitement conditionnel à un ensemble de variables, ceci dans le but de réduire les dimensions d'appariement à une seule.

3.5 Données et définition des variables

3.5.1 Données

Les données utilisées dans cette étude sont issues de l'enquête DIAL 1-2-3. Cette enquête qui couvre toute l'étendue de la RD Congo a été réalisée par l'Institut National de la Statistique de la RDC, en collaboration avec DIAL et AFRISTAT en 2004-2005. En effet, l'enquête 1-2-3 comprend trois phases emboîtées dont la première avait pour objectif de collecter des informations sur l'emploi et les conditions de travail. En plus de l'emploi, elle a ainsi porté sur le chômage et les conditions d'activité et de vie de la population, avec un accent particulier sur le statut migratoire des individus enquêtés. La

phase II a porté sur les unités de production informelles (UPI) et, la dernière (la phase III), sur la consommation des ménages.

Dans la phase I, tous les individus en âge de travailler se trouvant dans les ménages sélectionnés ont été interrogés sur leur situation et activité professionnelle. Les unités de production détenues par le ménage ou par un membre du ménage dans cette phase ont fait l'objet de la phase 2 de l'enquête. Alors que la phase 3 a porté sur les dépenses de l'unité ménage, les phases 1 et 2 ont porté sur l'unité individu de sorte qu'il est possible de relier les individus à leurs ménages respectifs. Les données issues des phases I et II permettront de vérifier les objectifs poursuivis par cette proposition de recherche.

Dans le cadre de cette enquête, 72 685 individus ont été interrogés. Étant donné l'objet de cette recherche, seuls les individus âgés de 15 à 30 ans sont retenus. Il s'agit des jeunes migrants et non migrants faisant partie de la force du travail. Après avoir retiré de l'échantillon les sujets qui présentent des observations manquantes et les migrants pour des motifs autres que professionnels (étude, réunification familiale, déplacés de guerre, etc.), un échantillon effectif de 10231 jeunes individus a été retenu. Il est reparti de la manière suivante : 88.49% sont non migrants et 11,51% sont des migrants internes, c'est-à-dire des personnes ayant changé d'entité administrative de résidence pour de motif professionnel et dont la durée de résidence dans la nouvelle localisation est inférieure ou égale à 10 ans. Cette définition du migrant interne renvoie donc à toute personne ayant déclaré, au moment de l'enquête, avoir changé volontairement de lieu de résidence pour des fins professionnelles (recherche d'emploi). En effet, elle résulte des réponses aux questions M10 (depuis combien de temps vous vivez ici de manière continue ?), M11 (habitez-vous où avant de venir ici ?) et M12 (pourquoi êtes-vous venu ici ?).

Outre les questions liées aux caractéristiques personnelles de ces individus de l'échantillon retenu, le questionnaire d'enquête contient également des questions qui permettront de vérifier les objectifs poursuivis par l'étude. Parmi ces questions essentielles, on peut citer les questions : AP3, AP5 et AP6. Elles portent respectivement sur la catégorie professionnelle de la personne enquêtée, le nombre d'individus évoluant dans l'unité de production (UPI) que cette personne dirige (ou dans laquelle elle travaille) et l'enregistrement de l'UPI concernée au registre du commerce. Ces éléments sont de nature à permettre de réunir trois catégories d'éléments importants dans le cadre de cette recherche. D'abord, la distinction du statut de l'entrepreneur par rapport à celui du salarié ; ensuite la détermination de l'importance de l'UPI observée en termes de création d'emplois et enfin, la précision quant à la nature institutionnelle (formelle ou informelle) de l'UPI concernée. Le revenu d'activité des travailleurs et des entrepreneurs est appréhendé à travers les questions AP13a et AP13b : combien avez-vous gagné le dernier mois et quel est le niveau de votre salaire mensuel?

3.5.2 Définition des variables

Les différents modèles estimés et dont les résultats sont repris plus bas mobilisent plusieurs variables. L'accent est tout particulièrement mis la définition des trois principales, celles relatives à la migration, à l'entrepreneuriat et le différentiel de revenu selon que l'on est entrepreneur ou travail.

La migration : le migrant interne est entendu comme toute personne ayant déclaré, le jour de l'enquête, avoir changé de lieu résidence et dont la durée de séjour dans cette nouvelle localisation est inférieure ou égale à 10 ans. Au regard de cette définition, les migrants de retour ont été exclus de l'étude et ceux dont la durée de séjour dans leur nouvelle localisation est supérieure à 10 ans ont été assimilés aux sédentaires.

L'entrepreneuriat : les données en coupe instantanée, contrairement aux données de panel, ne permettent pas que soit analysée la dynamique de comportement des individus. Dans ce cas, les décisions d'entrée ou de sortie en entrepreneuriat, qui sont de décisions de choix occupationnel, ont les mêmes déterminants (Henrard et Destré, 2004). Comme il ne s'agit pas non plus d'étudier cette dynamique eu égard à la nature des données à notre disposition, l'analyse se limite à étudier les choix effectués par les individus tout en isolant l'influence de l'expérience migratoire ainsi que le différentiel de salaire⁷. Les individus qui travaillent à leur compte propre et les entrepreneurs sont regroupés ensemble dans la catégorie d'entrepreneur. Le travailleur à son compte propre est défini dans l'enquête 1-2-3 comme une personne qui exerce seule une profession et qui n'emploie pas des salariés. Par contre, un entrepreneur est celui qui emploie un ou plusieurs travailleurs. Ils sont identifiés par le concept de patron. La fusion de ces derniers avec les travailleurs au compte propre est dictée par le fait qu'ils sont très faiblement représentés dans l'échantillon considéré. Leur proportion n'atteint pas 1% de l'échantillon considéré. Pour cette raison, ils n'ont pas été considérés comme une catégorie à part dans les estimations économétriques.

Les autres variables considérées sont notamment le niveau d'éducation (cette variable comprend cinq modalités : sans niveau, primaire, secondaire inachevé, secondaire achevé, et supérieur), l'âge ainsi que le carré de celui-ci, le statut matrimonial (vit en couple), la stabilité sociopolitique de la province d'origine (provinces instables caractérisées par les conflits armés, ethniques, etc.), le sexe (sexe : masculin), le statut d'occupation du père (entrepreneur) et le milieu de résidence (rurale). Les flux migratoires entrants, le secteur d'activité des jeunes entrepreneurs, et l'origine et la destination des jeunes migrants entrepreneurs sont respectivement présentés dans les tableaux 2, 3 et 4.

⁷ Pour les travailleurs salariés, c'est le revenu salarial qui est considéré, tandis que pour les entrepreneurs (patrons et indépendants), il s'agit de l'excédent brut d'exploitation. Celle-ci est la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entrepreneur, une fois déduits la masse salariale payée aux salariés (s'ils existent) et les impôts indirects nets des subventions (versés à l'État).

IV. Application et résultats

Cette section reprend d'abord les résultats statistiques et leur interprétation avant de passer à la présentation des résultats économétriques.

4.1 Résultats des statistiques descriptives

À ce stade, nous proposons de présenter les statistiques descriptives pour permettre d'apprécier l'importance de la migration, celle de l'activité entrepreneuriale ainsi que les possibles liens statistiques entre les deux en République Démocratique du Congo.

Tel que défini précédemment, les migrants représentent approximativement 20,5% de la population active en RDC et parmi eux, plus de 75% ont moins de 35 ans. Aussi, plus de 80% d'entre eux se livrent à des activités entrepreneuriales⁸ dans leurs nouvelles localisations. La figure 1 représente la courbe de densité de l'âge de départ en migration. Il permet de ce fait de remarquer que les jeunes constituent le groupe de la population qui est le plus impliqué dans la migration. Le tableau 2 présente les flux migratoires entrants tels qu'enregistrés dans les différentes provinces. Les flux migratoires observés sont singulièrement marquants. Non seulement les provinces dont le PIB par habitant est relativement élevé attirent le plus de migrants, mais l'on note aussi que deux des provinces relativement pauvres (la province de Bandundu et la Province Orientale) et dont les taux de pauvreté dépassent 80% ont attiré respectivement 9,35% et 8,77% des migrants. La ville province de Kinshasa vient en tête avec 20,81% de flux de migrants, suivie de la province du Katanga (10,48%), du Bandundu (9,35%), du Bas-Congo (9,06%), de la Province Orientale (8,77%) et du Nord-Kivu (8,67%). La province du Sud-Kivu et celle du Kasai-Oriental, comparativement à d'autres, sont celles qui ont reçu moins des migrants soit 4,16% et 6,32% respectivement.

Parallèlement, la figure 2 permet de visualiser la répartition géographique (selon les provinces) du taux de migration des jeunes, du niveau de vie et de l'engagement entrepreneurial sur toute l'étendue de la RDC. Il apparaît clairement que les provinces prospères, c'est-à-dire, celles qui ont les niveaux des dépenses les plus élevés par habitant sont aussi celles qui reçoivent le plus de jeunes migrants. En dehors du Kasai oriental qui a un faible taux d'accueil des jeunes migrants avec un taux élevé d'entrepreneuriat chez les jeunes, dans les autres provinces la proportion d'entrepreneurs semble aller de pair avec celles des migrants. La comparaison des migrants par rapport aux non migrants en ce qui concerne leur propension à amorcer

⁸ Il s'agit essentiellement de l'entrepreneuriat dans le secteur informel. Selon la même enquête 1-2-3, ce secteur comprenait en 2005 2,9 millions unités de production informelles. Celles-ci généraient au total 3,4 millions d'emplois, soit environ 1,3 travailleur par unité de production (Makabu et al., 2007). Bien qu'informelles, elles sont presque toutes fiscalisées. Leur contribution au PIB est estimée à 20% (OMC, 2012).

une activité entrepreneuriale est donnée dans la figure 3. Les résultats que traduit cette dernière indiquent que comparativement aux non-migrants, les migrants sont plus enclins à s'installer comme entrepreneur aussi bien dans l'ensemble de la population que pour les jeunes considérés à part. En effet, dans l'ensemble de la population 50,1% des non migrants sont entrepreneurs, contre 62,7% dans le groupe des migrants. La même configuration est observée parmi les jeunes. Pendant que chez les jeunes non-migrants, 40,2% sont entrepreneurs, chez les jeunes migrants, c'est plus de la moitié qui le sont (51,4%). Cette différence est confirmée par un test de différence des moyennes qui fait ressortir une différence significative (respectivement $t=14.53$ dans la population entière et $t=-7.73$ pour les jeunes) dans l'engagement dans l'entrepreneuriat entre migrants et non migrants. Un autre fait marquant est donné par la figure 4 qui donne la répartition des entrepreneurs par niveau d'études.

En effet, cette figure indique que, de manière générale, le niveau d'étude est élevé, moins on est porté à s'installer comme entrepreneur, mais pour un même niveau d'étude, plus ce dernier est élevé plus les non-migrants sont impliqués dans l'entrepreneuriat. En effet, aussi bien pour les migrants que pour les non migrants, dans la population entière comme parmi les jeunes seulement, la proportion des jeunes entrepreneurs parmi ceux qui ont fini l'école secondaire et ceux qui sont allés au-delà est beaucoup plus faible que pour ceux qui ont un niveau inférieur d'études. Cependant, cet état des choses n'est pas particulier à la seule portion des jeunes. Comme il ressort de la partie gauche de la figure 3, une situation similaire est observable même au sein de la population active. Être allé au-delà des études secondaires présente une particularité dans l'engagement à l'entrepreneuriat selon que l'on est migrant ou non. Alors que dans la population entière, on observe que pour les autres niveaux d'instruction les migrants ont une plus grande proportion d'entrepreneurs parmi eux que les non-migrants, tel n'est pas le cas pour la tranche de cette population qui a pu franchir le cap des études secondaires. En effet, dans la seule catégorie de ceux qui ont fait des études postsecondaires, il y a 29% d'entrepreneurs parmi les non-migrants alors qu'il y en a un peu moins (26%) parmi les migrants. Au sein du groupe des jeunes, on observe aussi le même fait et de manière un peu plus prononcée. En effet, en plus de la catégorie de ceux qui ont fait des études postsecondaires, même dans celle de ceux qui ont fini l'école secondaire on observe qu'il y a plus d'entrepreneurs chez les non-migrants que chez les migrants.

Globalement, cette situation peut s'expliquer par deux choses. Premièrement, la notion d'entrepreneur telle que définie dans ce travail ne fait pas de différence entre les secteurs dans lesquels évoluent les individus constituant la base de cette étude. Il se fait donc que quelle que soit leur taille et la nature de leurs activités, même les individus évoluant dans l'agriculture de l'autosubsistance sont considérés au même titre que ceux qui sont dans la petite industrie⁹. En effet, contrairement à cette dernière, la pratique de

⁹ En effet, 59,3% des jeunes entrepreneurs évoluent dans le secteur agricole, 22% dans celui des services alors que 6,8% et 3,2% d'entre eux évoluent respectivement dans le commerce et l'industrie. Alors qu'en

l'agriculture de subsistance relève de la survie plutôt que d'un choix professionnel. Cela est bien illustré par le tableau 3.

Deuxièmement, comme dans bien des pays en développement, un tel résultat peut traduire le fait que les jeunes ayant avancé dans les études souhaitent plutôt avoir un emploi relativement stable. De ce point de vue, un emploi salarié, particulièrement dans le secteur public, serait un premier rempart. Aussi, bien que ne représentant qu'une très faible proportion de la population (1.41%), les jeunes musulmans sont pour 57.7% des entrepreneurs et 40.58% d'entre eux évolue dans le secteur agricole alors que 43.2% sont dans celui des services.

L'analyse descriptive menée ci-dessus permet déjà de faire ressortir quelques caractéristiques distinctives respectivement en termes de migration et d'engagement dans l'activité entrepreneuriale. Cependant, pour pouvoir établir un lien de causalité entre les deux et pouvoir ressortir une conclusion claire sur l'impact de la migration sur l'activité entrepreneuriale il faut bien utiliser une technique permettant de contrôler la différence entre les groupes comparés. C'est cela que permettent les modèles économétriques dont les résultats sont présentés dans ce qui suit.

4.2. Résultats des modèles économétriques

Dans cette sous-section sont reportés les résultats économétriques permettant de ressortir d'une part le lien entre la migration et le comportement entrepreneurial et, d'autre part, les différents déterminants de ces deux statuts. Les résultats des statistiques descriptives présentés ci-dessus ont montré que les jeunes migrants sont, dans la grande majorité, insérés dans le marché du travail comme entrepreneur. Ce choix pourrait être expliqué par plusieurs facteurs, notamment les difficultés d'accéder à un emploi salarié dans le secteur formel. Il peut aussi être le résultat d'un choix délibéré, du fait particulièrement de la flexibilité qu'offre le travail indépendant ou même les revenus élevés que celle-ci procurerait aux individus qui s'y engagent.

Pour faciliter l'interprétation des résultats et au vu des objectifs de ce papier, l'analyse se focalise principalement sur les effets marginaux (sauf indication contraire) qui ont l'avantage d'apprécier l'effet de la variation de chaque variable indépendante sur la variabilité de la variable expliquée (Peng et al., 2002).

Il est important de noter à ce niveau que les données 1-2-3 ne permettent pas de séparer les entrepreneurs agricoles des autres agriculteurs de survivance. Tout en reconnaissant cet écueil et les limites qu'il peut induire en termes de généralisation des résultats obtenus à tous les secteurs, le maintien des jeunes agriculteurs dans les diverses analyses menées ici pourrait bien s'expliquer par deux raisons. D'une part, le secteur

tenant compte du niveau d'éducation, il apparaît que les plus instruits, c'est-à-dire ceux qui ont soit fini l'école secondaire soit sont allés au-delà (respectivement 43.75 et 54%), sont plus enclins à s'installer dans une activité dans le secteur des services.

agricole est celui qui emploie le plus des jeunes quel que soit leur statut migratoire, un peu comme c'est le cas aussi pour l'ensemble de la population active de la RDC. D'autre part, tel qu'indiqué dans le tableau 4, des 22% et 21% des jeunes migrants qui partent respectivement des villes et des cités, plus de 13% vont dans les campagnes. Parmi ces jeunes migrants pour qui ces deux destinations sont privilégiées, il y en a qui y vont pour s'installer dans le secteur agricole par nécessité. Mais, bon nombre y retourne pour saisir les opportunités que présente l'investissement dans le secteur agricole. En effet, en plus de la forte croissance démographique observée en RDC, les deux dernières décennies ont été caractérisées dans ce pays par une forte concentration des populations dans les villes qui, du point de vue de la sécurité sont les plus viables. Ce phénomène est allé de pair avec l'augmentation des besoins alimentaires qui, dans une certaine mesure, sont satisfaits par des entrepreneurs jeunes évoluant dans le secteur agricole. Ceci a non seulement accru l'intérêt des jeunes entrepreneurs au secteur agricole.

Dans le tableau 5, quatre modèles probit ont été estimés. La colonne (1) contient les résultats de l'estimation du modèle de la décision de l'engagement dans l'entrepreneuriat. Les colonnes (2) et (3) reprennent la même estimation du premier modèle, mais pour respectivement le secteur formel et le secteur informel. Enfin, la colonne (4) contient les résultats de l'estimation du modèle de la décision de migration.

Les résultats de la colonne (4) dans le tableau montrent que les variables indicatrices du niveau d'éducation n'ont pas d'influence significative sur la décision de migration. On constate également le fait que le jeune soit de sexe féminin exerce une influence positive sur la décision de migration. Ce statut augmente de 17.6% la probabilité de migrer. Toutefois, si un résultat de ce genre est rarement observé dans les pays africains, il est fréquemment observé dans les pays d'Asie et d'Amérique latine (Lucas, 1997). Posel et Casale (2003) et Posel (2001), dans leurs études portant sur la migration interne en Afrique du Sud, ont souligné que de plus en plus les femmes accroissent leur participation dans les flux migratoires des travailleurs à cause des changements apparus dans le fonctionnement du marché du travail et des progrès réalisés en matière d'éducation des filles.

En ce qui concerne la vie en couple, il ressort de la colonne (4) que les jeunes vivant en couple, ceux qui habitent dans les zones rurales et dans les zones caractérisées par une instabilité sociopolitique (conflits armés, ethniques, etc.) sont plus disposés à migrer. En effet, si le fait de vivre en couple augmente de 30.8% la probabilité de migrer, il s'observe qu'habiter dans une zone rurale augmente cette probabilité de 28.7%. Reste à savoir si ladite expérience migratoire constitue un facteur déterminant du choix occupationnel des jeunes.

Dans la colonne (1) du tableau 5 sont consignés les déterminants du choix entrepreneurial des jeunes, sans faire la distinction sectorielle. Le probit estimé indique en effet que l'expérience migratoire n'influence aucunement le choix de l'entrepreneuriat. L'effet marginal associé à cette variable, bien que positif, n'est pas statistiquement différent de zéro. La même observation est faite d'ailleurs lorsqu'on

éclate les secteurs institutionnels en secteur formel (modèle (2)) et informel (modèle (3)). Cependant, la variable durée de séjour exerce une influence positive sur l'engagement en entrepreneuriat dans le secteur formel. Une augmentation d'un an en plus de la durée de séjour augmente de 8.47% la probabilité qu'un jeune entreprenne une activité indépendante dans le secteur formel. Une telle attitude peut s'expliquer par le fait que l'individu migrant s'intègre avec le temps dans sa nouvelle localisation, il se crée un réseau de connaissance à partir duquel il accède à l'information sur les conditions du marché et ses opportunités et, éventuellement, un accès plus aisé au crédit (Laszlo et Santor, 2009).

Comme Henrard (2003), nous trouvons que l'éducation primaire et secondaire inachevée n'ont pas d'effet sur l'installation à titre d'entrepreneur. Ces deux niveaux de formation ne fournissent donc pas les qualités nécessaires aux jeunes pour s'installer comme entrepreneur. Cependant, avoir achevé le cycle secondaire et/ou post secondaire exerce une influence négative sur l'entrée en entrepreneuriat en général et dans le secteur informel en particulier. Cependant, on remarque que le niveau post secondaire accroît de 80.3% la probabilité d'exercer comme entrepreneur dans le formel pendant qu'il réduit de 56.1% la même probabilité de s'installer comme entrepreneur dans l'informel. Ces résultats suggèrent que le capital humain (éducation) est mieux valorisé dans l'activité salariale (en termes de salaire, carrière et avantages sociaux) que dans le travail indépendant où l'expérience informelle est conçue comme un substitut à l'éducation formelle (Lentz et Lanband, 1990).

Il ressort toujours du tableau 5 que le statut du père influence le choix occupationnel de l'enfant. En effet, le jeune dont le père a été entrepreneur (ou travailleur à son propre compte) est disposé à devenir entrepreneur. Les résultats font apparaître une sorte de transmission intergénérationnelle de l'entrepreneuriat, car il s'observe que le fait pour un individu d'avoir un parent entrepreneur accroît de 10.3% la probabilité que celui-ci s'installe comme entrepreneur. Un résultat similaire est obtenu par Wahba et Zénou (2005) en Égypte. Toutefois, dans le cas qui nous concerne, les effets divergent selon qu'il s'agit du secteur formel ou informel. En effet, être issu d'une famille dans laquelle le père est entrepreneur diminue de 21.4% la probabilité de s'installer comme entrepreneur dans le secteur formel alors qu'il accroît de 10.7% celui de s'installer comme indépendant dans le secteur informel.

Enfin, on constate que l'âge et le fait de vivre en couple encouragent les jeunes à intégrer l'entrepreneuriat. Le signe négatif qui affecte la variable âge carré indique qu'au-delà d'un certain âge, les jeunes sont de moins en moins attirés par l'activité entrepreneuriale. Deux explications peuvent justifier ce comportement. En effet, une situation telle que celle-ci peut être comprise au regard de la structure du marché du travail et de la discrimination dont sont victimes les plus jeunes. Ces derniers étant les plus touchés par le chômage, ils peuvent décider de s'installer à leur propre compte dans le secteur informel à cause des contraintes imposées par le marché du travail. Lorsqu'une opportunité d'emploi dans le secteur formel, notamment un emploi salarié se présente,

ils peuvent décider d'abandonner l'activité au compte propre et intégrer le secteur formel qui leur offrirait plus de sécurité et de garantie. Une deuxième explication serait que l'entrepreneuriat (travail au compte propre) dans le secteur informel est généralement associé en des activités relevant notamment du petit commerce, y compris dans le cas extrême la vente à la sauvette. Ce type d'activités ayant pour principale caractéristique le fait qu'elles n'exigent pas un niveau élevé de capital, mais plutôt plus de la patience pour qu'elles génèrent suffisamment des ressources. En conséquence, les individus les plus âgés, avec plus de responsabilités familiales par exemple, seraient moins disposés à l'exercer. Cette relation non-linéaire entre l'âge et la décision d'installation à titre entrepreneurial peut globalement s'expliquer par l'absence en RDC des structures d'appui de ce type d'entrepreneuriat.

Consignés dans le tableau 6, les résultats obtenus par le probit bivarié et qui prend en compte l'endogénéité de la migration ne contredisent pas ceux obtenus par le modèle probit. Au contraire ils les améliorent en faisant ressortir le fait que l'expérience migratoire exerce une influence positive sur l'installation comme travailleur au compte propre dans le secteur informel. Le statut migratoire accroît de 35% la probabilité que le jeune s'installe dans le marché du travail comme travailleur indépendant. Avec ces résultats, on serait tenté de considérer qu'ils rejoignent les conclusions de Harris et Todaro (1970) qui soulignent qu'à leur arrivée, les migrants intègrent d'abord le secteur informel pour financer la prospection dans le secteur formel. Dans ce cas, l'entrepreneuriat dans le secteur informel serait considéré, comme un secteur transitoire et non un choix définitif.

Comme nous l'avons constaté à partir du modèle raffiné rapporté dans le tableau 6, en contrôlant les autres covariantes, la migration a un impact positif sur la décision d'être actif sur le marché du travail comme entrepreneur. Pour apporter plus de robustesse à ce résultat, nous avons estimé dans le tableau 7, l'effet moyen de la migration sur la propension -probabilité- d'entreprendre, et cela, en utilisant la méthode d'appariement des scores de propension (PSM) présentée dans la sous-section 3.3.

Pour estimer l'effet de traitement, nous avons utilisé la méthode des voisins les plus proches "Nearest Neighbour (NN)" qui est une généralisation de la méthode du plus proche voisin. Celle-ci est une méthode non paramétrique où une nouvelle observation est classée dans la classe d'appartenance de l'observation de l'échantillon d'apprentissage qui lui est la plus proche, au regard des covariables utilisées. La détermination de leur distance est basée sur des mesures de distance. Formellement soit L l'ensemble de données à disposition ou l'échantillon d'apprentissage. $L = \{(y_i, x_i), i = 1, \dots, n_L\}$, où $y_i \in \{1, \dots, c\}$ dénote la classe de l'individu i et le vecteur $x_i = (x_{i1}, \dots, x_{ip})$ représente les variables prédicatrices de l'individu. La détermination du plus proche voisin est basée sur une fonction de distance arbitraire $d(\cdot, \cdot)$. La distance euclidienne entre deux individus caractérisés par p covariables est définie par :

$d((x_1, x_2, \dots, x_p), (u_1, u_2, \dots, u_p)) = \sqrt{(x_1 - u_1)^2 + (x_2 - u_2)^2 + \dots + (x_p - u_p)^2}$. Ainsi, pour une nouvelle observation (y, x) , le plus proche voisin $(y_{(1)}, x_{(1)})$ dans l'échantillon est déterminé par $d(x, x_{(1)}) = \min_i(d(x, x_i))$ et $\hat{y} = y_{(1)}$, la classe du plus proche voisin est sélectionnée pour la prédiction de y . Les notations $x_{(j)}$ et $y_{(j)}$ représentent respectivement le $j^{\text{ème}}$ plus proche voisin de x et sa classe d'appartenance.

Cette méthode trouve sa justification par l'occurrence aléatoire de l'échantillon d'apprentissage. En effet, la classe du voisin le plus proche $x_{(1)}$ d'un nouveau cas x est une variable aléatoire. Ainsi, la probabilité de classification de x dans la classe $y_{(1)}$ est $P[y_{(1)}|x_{(1)}]$. Pour des échantillons plus grands, les individus x et $x_{(1)}$ coïncident de très près, si bien que $P[y_{(1)}|x_{(1)}] \approx P[y|x]$. Ainsi, la nouvelle observation (individu) x est prédite comme appartenant à la vraie classe y avec une probabilité égale approximativement à $P[y/x]$ (Mathieu-Dupas, 2010).

Pour réaliser l'appariement, nous avons utilisé l'extension de cette idée à savoir la méthode des k plus proches voisins. Dans celle – ci, la plus proche observation n'est plus la seule observation utilisée pour la classification. Nous utilisons désormais les k plus proches observations. Ainsi la décision est en faveur de la classe majoritairement représentée par les k voisins. Soit k_r le nombre d'observations issues du groupe des plus proches voisins appartenant à la classe r , avec $\sum_{r=1}^c k_r = k$. Ainsi, une nouvelle observation est prédite dans la classe l avec :

$$l = \max_r k_r$$

Ceci évite que la classe prédite ne soit déterminée seulement à partir d'une seule observation. Le degré de localité de cette technique est déterminé par le paramètre k : pour $k = 1$, on utilise la méthode du seul plus proche voisin comme technique locale maximale, pour $k \rightarrow n_1$, on utilise alors la classe majoritaire sur l'ensemble intégral des observations.

Les résultats obtenus par ma méthode d'appariement des scores de propension sont synthétisés par les figures 5 et 6 et par le tableau 7. Comme le montre la figure 5, le choix approprié du modèle probit a permis de garantir à quasi-support commun pour le groupe traité et le groupe contrefactuel. De même, la figure 6 permet d'apprécier, même d'une manière indirecte, l'étendue de la correction du biais de la non-randomisation. Noter aussi que le choix de variables du modèle PSM était basé sur la condition de satisfaction du test de balancement. Les résultats du tableau 7 indiquent que les migrants en âge de travailler sont plus poussés pour activer comme entrepreneur. Cependant, lorsqu'on considère uniquement les jeunes âgés de 15 à 30 ans, on constate que l'effet moyen est statistiquement non significatif.

V. Conclusions et implications politiques

La migration des travailleurs en République démocratique du Congo est très fréquente. La dernière enquête de type 1-2-3 réalisée en 2005 a montré que 20% de la population active était migrante. Et pour la plupart, le motif déclaré de ladite migration était la recherche d'emploi. Les migrations observées sont favorisées par plusieurs facteurs, dont l'étendue du territoire, des taux de chômage des jeunes très élevés, des conflits armés et interethniques, des disparités observées entre provinces en termes notamment de prospérité et de niveau de vie (Dibwe dia Mwembu, 1999/2006).

Au regard de la forte mobilité des travailleurs observés dans ce pays faisant partie des pays les plus pauvres de la planète et en situation de pays post conflit, cette recherche avait pour but d'analyser le lien entre la migration interne des jeunes âgés de 15 à 30 ans et leur choix occupationnel (entre activité salariale et entrepreneuriale). Ainsi, visait-elle à dresser le profil des jeunes engagés dans la migration et d'isoler le rôle de l'expérience migratoire sur le choix entrepreneurial des individus. L'atteinte de ces objectifs a exigé le recours à une méthodologie appropriée afin de capter les différentes interrelations entre la variable dépendante et les variables explicatives. Certaines variables de contrôle telles que le niveau d'éducation, le statut matrimonial ou encore le sexe ont attiré aussi notre attention dans l'interprétation des résultats.

Outre l'analyse descriptive, le modèle probit et probit bivarié ont été jugés appropriés pour vérifier les liens supposés entre nos variables d'intérêt. Le modèle probit a permis de montrer les déterminants clés de la décision de s'installer comme entrepreneur (indépendant) dans le secteur formel d'une part et informel d'autre part. Le probit bivarié a permis d'estimer conjointement les modèles de décision de migration et d'entrepreneuriat, et cela, en considérant l'endogénéité qui résulte des facteurs non-observés et qui affectent les deux décisions à la fois.

L'influence de la migration sur l'entrepreneuriat s'est révélée significative lorsqu'il s'agit de s'installer dans le secteur informel. Cette observation s'apparente à une sélection négative des migrants. Ceux-ci s'installeraient dans le secteur informel peut-être à cause de l'asymétrie informationnelle ou des contraintes de crédit qu'ils arrivent à surmonter après une certaine période. Ceci est soutenable dans la mesure où la durée de séjour exerce une influence positive sur l'installation à titre d'entrepreneur dans le secteur formel où l'accroissement de la durée de séjour d'un an entraîne une augmentation de 8% de la probabilité de s'installer dans le secteur formel comme entrepreneur. Relaxer ces contraintes pourrait permettre aux jeunes migrants entrepreneurs d'améliorer leurs propres situations sur le marché du travail, d'une part, ainsi que celle de leurs familles, d'autre part.

Une autre conclusion à laquelle cette recherche aboutit concerne l'influence du niveau d'étude sur le choix du secteur institutionnel dans lequel le jeune décide de s'installer. De manière générale, les plus formés ont tendance à s'orienter vers les emplois salariés. Mais un résultat intéressant est que les individus ayant un niveau secondaire et postsecondaire ont plus de chance de s'installer comme entrepreneur dans le secteur formel. Cette catégorie d'entrepreneur est susceptible de contribuer beaucoup mieux à

la création de richesse du pays, la création d'emploi pour eux-mêmes et pour d'autres individus. Il n'y a pas de doute qu'elle se bute aussi aux problèmes évoqués précédemment, plus particulièrement celui de financement. Ainsi, le renforcement des structures institutionnelles d'accompagnement, d'information et de financement des activités entrepreneuriales pourrait contribuer à l'émergence de l'entrepreneuriat et la réduction de la pauvreté, et ainsi la réduction de la dépendance des jeunes. L'accompagnement et l'information devraient être mis en œuvre de manière surtout à jouer sur la qualité des emplois créés par les jeunes entrepreneurs. En effet, la durabilité des activités initiées par les jeunes dépend forcément de la qualité d'emplois qu'elles génèrent qui, pour ceux du secteur informel particulièrement et dans une bonne mesure, passe par leur formalisation. En facilitant, un entrepreneuriat créateur de la valeur et des emplois, les politiques mises en œuvre feraient indirectement des migrations internes un outil en plus pour la consolidation de la paix dans un pays postconflits et qui dans un passé relativement récent avait connu la montée des élans identitaires (cf. Dibwe dia Mwembu, 1999/2006). Le renforcement des migrations internes allant de pair avec une forte pression sur les biens publics locaux, l'amélioration de l'environnement entrepreneurial, aussi bien pour les migrants que pour les non-migrants, exigerait qu'un accent particulier soit mis sur la fourniture des biens publics locaux.

VI. Références bibliographiques

- Ackah, C. et D. Medvedev (2012), "Internal migration in Ghana: Determinants and welfare impact", *International Journal of Social Economics*, Vol.39, No.10, pp.764-784.
- Achanfuo-Yehoah, D. (1993), "Grounding a theory of African migration in recent data on Ghana", *International Sociology*, No 8, pp. 215-226.
- Banerjee, B. (1983), "The role of the informal sector in the migration process: A test of probabilistic migration models and labor market segmentation for India, *Oxford Economic Papers*, New series, Vol.34, No 3, pp.399-422.
- Bangobango-Lingo (2010), "L'incidence du contexte socio-économique sur l'entrepreneuriat en RD Congo", *Économie et Développement*, 431, pp.31-45.
- Banque Africaine de Développement (2012), "Perspectives économiques en Afrique : promouvoir l'emploi des jeunes" Banque Africaine de développement
- Bao, S.; Bodvarsson, Örn B.; Hou, J.W.et Y. Zhao (2007), "Interprovincial migration in China: The effect of investment and migrant networks", IZA DP N°2924.
- Batista, R., Catia et J. Umblijs (2013), " Migration, risk attitudes, and entrepreneurship, Evidence from a representative immigrant survey " *IZA discussion Paper*, No 7781
- regional and business dynamics", *Small Business Economics*, Vol.36, No.4, pp.419-442.
- Bauernschuster, S.; Falck, O. et S. Heblich (2010), "Social capital access and entrepreneurship", *Journal of Economic Behavior & Organization*, 76, pp.821-833.
- Bitemo, X. (2008), "Transition de la microentreprise à la PME dans l'ouest de la république Démocratique du Congo in Kintambu Mafuku, *Facteurs de transition de la microentreprise à l'entreprise capitaliste moderne en République démocratique du Congo*, CODESRIA, Dakar, 2008.
- Black, R. et A. Castaldo (2009), "Return migration and entrepreneurship in Ghana and Côte d'Ivoire: the role of capital transfers", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, Vol.100, No.1, pp.44-58.
- Blanchflower et Oswald (2007), "What Makes a Young Entrepreneur?", *IZA Discussion paper*, No. 3139, IZA.
- Bodvarsson, O. et H. Van den Berg (2009), *The Economics of Immigration*, Springer, Berlin.

- Demirgüç-Kunt, A. ; L.F. Klapper et G.A. Panos (2011), "Entrepreneurship in post-conflict transition. The role of informality and access to finance", *Economics of Transition*, Vol.19, No.1, pp. 27-78
- Démurger, S. et H. Xu (2011), "Return Migrants: The Rise of New Entrepreneurs in Rural China", *World Development*, Vol. 39, No. 10, pp.1847-1861.
- Henrard V. et G. Destré (2012). The determinants of occupational choice in Colombia. Anempiricalanalysis. *Cahier MSE*, 2004.65.
- Dibwe dia Mwembu, D. (1999), "L'épuration ethnique au Katanga et l'éthique du redressement des torts du passé", *Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol.33, No. 2/3, pp. 483-499.
- Dibwe dia Mwembu, D. (2006), "La réharmonisation des rapports entre les Katangais et les Kasaiens dans la province du Katanga (1991-2005)", *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 30, No. 1, pp. 117-136.
- FEC (Fédération des Entreprises du Congo) (2007), *État des lieux de l'économie congolaise : Problèmes et pistes de solutions pour la relance de l'économie de la République démocratique du Congo*. Rapport FEC 2007
- Friedberg, R.M. et J. Hunt (1995), "The impact of immigrants on host country wages employment and growth", *The Journal of Economic Perspectives*, Vol.9, No.2, pp.23-44.
- Gilles, S.P (2009), *Immigration, qualification et marché du travail*, La documentation française, Paris.
- Green, W. H. (2012), *Econometric analysis*, 7th Edition, NJ: Prentice-Hall.
- Harris, J. R. et M.P. Todaro (1970), "Migration, unemployment and development: A two-sector analysis", *American Economic Review*, Vol. 60, No. 1, pp.126-142.
- Henrard, V. (2003), "The Determinants of Transitions from Wage-work to Self-employment in Colombia: an empirical analysis", *Cahiers de la MSE, Série blanche-TEAM*, 2003.41.
- Hicks, John R. (1932), *The Theory of Wages*, Second Edition, MacMillan & Co, London.
- INS (Institut National de la Statistique)(2005), *Rapport de l'enquête 1- 2-3 sur l'emploi, les activités informelles et la consommation des ménages en RDCongo*.
- Jayet, H. (1996), "Analyse économique des migrations, une synthèse critique", *Revue Économique*, Vol. 47, No. 2, pp.193-226.
- Kamavuako-Diwavova, J. (2009), "Problématique de l'entrepreneuriat immigré en République Démocratique du Congo, Essai de validation d'un modèle, Thèse de Doctorat, Université de Reims Champagne-Ardène.
- Knight, J. et R. Gunatilaka (2010), "Great Expectations? The Subjective Well-being of Rural-Urban Migrants in China", *World Development*, Vol. 38, No.1, pp.113-124.

- Krieg, R. (1997), "Occupational change, employer change, internal migration and earnings" *Regional Science and Urban Economics*, Vol. 27, pp1-15.
- Kudzaishe-Garwe, D. et Olawale-Fatoki (2012), "The impact of gender on SME characteristics and access to debt finance in South Africa", *Development Southern Africa*, Vol.29, No.3, pp.448-461.
- Laszlo, S., et E. Santor (2009), "Migration, Social Networks and Credit: Empirical Evidence from Peru", *Developing Economies*, Vol. 47, No. 4, pp. 383-409.
- Lentz, B. F. et D. N. Laband (1990), "Entrepreneurial Success and Occupational Inheritance among Proprietors", *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 23, No. 3, pp. 563-579.
- Levie, J.(2007), "Immigration, in-migration, ethnicity and entrepreneurship in the United Kingdom", *Small Business Economics*, Vol. 28, pp. 143-169.
- Lucas, R.E.B. (1997), "Internal migration in developing countries" in Rozenzweig, M.R. et O. Stark, *Handbook of Population and Family Economics*, Elsevier Science, 1997, pp. 721-798.
- Maddala, G.S. et L. Lee (1976), "Recursive models with qualitative endogenous variable", *Annals of Economic and Social Measurement*, Vol. 5, No.4, pp.525-545.
- Makabu, M.TM; M. Mba ; S. Merceron et C. Torelli (2007), Le Secteur informel en milieu urbain en République Démocratique du Congo : Performances, insertion, perspectives. Principaux résultats de la phase 2 de l'enquête 1-2-3 2004-2005.
- Mathieu-Dupas, S. (2010), "Algorithme de k plus proches voisins pondérés et application en diagnostic, 42^{ième} journée des statistiques, Marseille, France"
- Mberu, B. (2005), "Internal migration and household living conditions in Ethiopia", *APHRC Working Paper*, No. 31.
- Ministère de plan de la RDC (2012). Document de stratégie de croissance et de réduction de pauvreté (DSCR2), Kinshasa- RDC
- Miniti, M et M. Lévesque (2008), "Recent development in the economics of entrepreneurship", *Journal of business venturing*, 23, pp.603-612.
- Mitra, A. (2010), "Migration, Livelihood and Well-Being: Evidence from Indian City Slums", *Urban Studies*, Vol. 47, No. 7, pp. 1371-1390.
- OIM (Organisation Internationale de Migration) (2009). *Migration en République Démocratique du Congo, profil national 2009*, OIM, Genève.
- Parker, S.C. (2004), *The Economics of Self-employment and Entrepreneurship*, Cambridge University Press, Cambridge.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) (2011), *Rapport sur le développement humain*, Rapport 2011.

- Posel, D. (2001), "How do households work? Migration, the household and remittance behaviour in South Africa", *Social Dynamics*, Vol. 27, No.1, pp.165-189.
- Posel, D. et D. Casale (2003), "What has been happening to internal labour migration in South Africa 1993-1999", *South African Journal of Economics*, Vol.71, No.3, pp.455-479.
- Rosenbaum, P. et D. Rubin (1983), "The Central Role of the Propensity Score in Observational Studies for Causal Effects", *Biometrika*, Vol.70, No.1, pp.41-55.
- Rosenbaum, P. et D. Rubin (1985a), "Constructing a Control Group Using Multivariate Matched Sampling Methods that Incorporate the Propensity", *American Statistician*, Vol.39, No.1, pp.33-38.
- Rosenbaum, P. et D. Rubin (1985b), "The Bias Due to Incomplete Matching", *Biometrics*, 41, pp.103-116.
- Sjaastad, L. A. (1962), "Costs and returns of human migration" *The journal of political Economy*, Vol. 70, N° 5, part II. Investment in Human beings, pp. 80-93
- Shoji, M. et al. (2012), "Social Capital Formation and Credit Access: Evidence from Sri Lanka", *World development*, Vol. 40, No. 12, pp. 2522-2536.
- Skeldon, R. (2008), "Migration and development", UNPOP/EGM-MIG/2008/49 september2008, paper presented at the United Nations Experts Group Meeting on international migration and development in Asia and the Pacific.
- Skeldon, R. (2009), "Migration and development: contested consequences", in Kremer, M., van Lieshout, P. and Went, R. (eds) *Doing Good or Doing Better. Development Policies in a Globalising World*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Skeldon, R. (2010), "International Migration as a Tool in Development Policy: A Passing Phase?", *Population and Development Review*, Vol.34, No.1, pp.1-18.
- Switek, M. (2014), "Internal Migration and Life Satisfaction: Well- Being Paths of Young Adult Migrants", *Social Indicators Research*, D.O.I. 10.1007/s11205-014-0829-x
- Todaro, M.P. (1969), "A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries", *American Economic Review*, 59, pp.138-148.
- Thom K. et Yi Xu, D. (2010), Extended Abstract: Migration and Entrepreneurship in Mexico. unpublished.
- Wahba J. et Y. Zenou (2012), "Out of Sight, Out of Mind: Migration, Entrepreneurship and Social Capital", *Regional Science and Urban Economics*, 42, pp.890-903.
- White, A. (2009), "Internal Migration, Identity and Livelihood Strategies in Contemporary Russia", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 35, No. 4, pp. 555-573.
- Woodruff, c. et R. Zenteno (2007), "Migration networks and microenterprises in Mexico", *Journal of Development Economics*, Vol. 82, No.2, pp.509-528

Zohry, A.G. (2008), *Rural to urban labor migration: A case study of upper Egyptian laborers in Cairo*, PhD Dissertation, University of Sussex at Brighton.

Annexe – tableaux et figures

Tableaux

Tableau 1: Produit intérieur brut des provinces en PPA en UDS en 2005

Province	PIB/Hab (en \$US).
Bandundu	350
Bas-Congo	1250
Équateur	250
Kasaï-Occidental	750
Kasaï-Oriental	750
Katanga	1250
Kinshasa	2850
Maniema	650
Nord-Kivu	990
Sud-Kivu	600
Province Orientale	300
Pour toutes les provinces :	Moyenne pib/hab. 908; Variance : 533736,36
Toutes les provinces sans Kinshasa :	Moyenne pib/hab : 714; Variance : 133182,22

Source : Ministère de plan, DSCRCP, 2006 ; PNUD-RDC, 2007

Tableau 2: Flux migratoires entrants enregistrés dans les provinces en 2005.

Province	Migrants	%
Bandundu	1374788	9,35
Bas –Congo	1331601	9,06
Équateur	1101270	7,49
Kasaï-Occidental	1130062	7,69
Kasaï-Oriental	928522	6,32
Katanga	1540339	10,48
Kinshasa	3059084	20,81
Maniema	1058083	7,20
Nord-Kivu	1274019	8,67
Province Orientale	1288414	8,77
Sud –Kivu	611817	4,16
Total	14698000	100,00

Source : INS (2006), rapport de l'enquête 1-2-3

Tableau 3: Secteur d'activité des jeunes entrepreneurs migrants selon leurs niveaux d'études

	Secteur d'activité du migrant					Total
	Agriculture	Industrie	Commerce	Service	Autres sect.	
Niveau d'études						
Aucun	67.32	1.82	5.47	16.68	8.71	100.00
Primaire	47.55	4.11	10.16	28.71	9.48	100.00
Second. sans diplo.	40.93	2.24	8.81	25.74	22.29	100.00
Second. achevé	36.36	4.88	7.47	43.75	7.53	100.00
Universitaire	15.11	6.96	13.53	54.05	10.36	100.00
Total	54.70	3.13	7.91	24.74	9.51	100.00

Source: Confectionné à partir des données de la Base 1-2-3

Tableau 4: Origine et destination des migrants entrepreneurs

Origine du migrant	Destination du migrant			Total
	Ville	Cité	Campagne	
Ville	07.48	01.74	13.01	22.23
Cité	06.41	01.41	14.04	21.85
Campagne	05.64	03.78	46.49	55.91
Total	19.54	06.93	73.53	100.00

Source: Élaboré à partir des données de la Base 1-2-3

Tableau 5 : Estimation des effets marginaux avec le modèle de type Probit (Pop. : 15-30 ans)

Numéro du modèle	(1)	(2)	(3)	(4)
Variable explicative	Entrepreneur	Formel	Informel	Migration
Migration	0.0417 (0.18)	0.296 (0.53)	0.0716 (0.31)	
Durée de migration [^]	-0.0111 (-0.72)	0.0847** (2.80)	-0.0111 (-0.72)	
Age [^]	0.169*** (3.70)	0.0950 (0.70)	0.163*** (3.58)	0.264*** (3.33)
Age au carré [^]	-0.00236* (-2.40)	-0.00147 (-0.52)	-0.00224* (-2.28)	-0.00461** (-2.75)
Père entrepreneur	0.103** (2.75)	-0.214* (-1.97)	0.107** (2.86)	-0.0566 (-0.97)

Primaire	0.00134 (0.03)	-0.0531 (-0.46)	0.00303 (0.08)	-0.0409 (-0.64)
Secondaire S. dip	-0.170 (-1.92)	0.166 (1.04)	-0.163 (-1.85)	-0.0520 (-0.35)
Secondaire Ach.	-0.434*** (-6.16)	0.223 (1.81)	-0.433*** (-6.14)	-0.0259 (-0.23)
Universitaire	-0.560** (-2.90)	0.803*** (4.03)	-0.561** (-2.89)	0.114 (0.48)
Sexe: Femme	-0.509*** (-13.67)	-0.508*** (-5.31)	-0.498*** (-13.37)	0.176** (2.95)
Couple	0.538*** (12.55)	0.0659 (0.67)	0.528*** (12.31)	0.308*** (4.75)
Rural	-0.0538 (-1.25)	-0.694*** (-6.42)	-0.0356 (-0.83)	0.287*** (4.22)
province d'origine instable	-0.0597 (-0.59)	0.108 (0.46)	-0.0646 (-0.63)	5.418*** (17.32)
Province	Oui	Oui	Oui	Oui
Constant	-0.335 (-1.08)	-1.607 (-1.95)	-0.319 (-1.03)	-6.135*** (-6.61)
Observations	10231	10231	10231	10231
Pseudo R2	0.112	0.215	0.110	0.431

† statistiques entre parenthèses/*p < 0.05, **p < 0.01, ***p < 0.001

^: La variable indépendante est purifiée par rapport à la variable migration (sauf pour le modèle 4).

Tableau 6: Estimation des effets marginaux du modèle de type Bi-Probit (Pop. : 15-30 ans)

Numéro du modèle	(1)		(2)		Effets marginaux	
	Informel	Migration	Formel	Migration	Informel	Formel
Migration	1.020*** (0.301)		-0.320 (0.619)		0.351*** (0.101)	-0.0104 (0.0211)
Durée de migration^	-0.0192 (0.0147)		0.0818*** (0.0297)		-0.00659 (0.00506)	0.00267** (0.00107)
Age^	0.215*** (0.0449)	0.248*** (0.0775)	0.119 (0.131)	0.263*** (0.0794)	0.0741*** (0.0154)	0.00388 (0.00422)
Age au carré^	- 0.00297* ** (0.00097)	- 0.00450*** (0.00163)	-0.00181 (0.00272)	-0.00457*** (0.00168)	-0.00102*** (0.000333)	-5.90e-05 (8.77e-05)

2)

Père entrepreneur	0.0860** (0.0369)	-0.0493 (0.0574)	-0.220** (0.107)	-0.0547 (0.0585)	0.0296** (0.0127)	-0.00717* (0.00375)
Primaire	-0.00840 (0.0393)	-0.0500 (0.0629)	-0.0587 (0.115)	-0.0412 (0.0643)	-0.00289 (0.0135)	-0.00192 (0.00388)
Secondaire S. dip	-0.157* (0.0854)	0.00664 (0.150)	0.159 (0.160)	-0.0510 (0.148)	-0.0541* (0.0294)	0.00518 (0.00506)
Secondaire Ach.	-0.460*** (0.0691)	-0.0507 (0.112)	0.203 (0.125)	-0.0320 (0.112)	-0.158*** (0.0237)	0.00663* (0.00394)
Universitaire	-0.649*** (0.200)	0.0907 (0.230)	0.776*** (0.198)	0.131 (0.235)	-0.223*** (0.0687)	0.0253*** (0.00679)
Sexe: Femme	-0.397*** (0.0350)	0.110 (0.0695)	-0.471*** (0.0921)	0.177*** (0.0595)	-0.136*** (0.0117)	-0.0154*** (0.00362)
Couple		0.432*** (0.0785)		0.306*** (0.0652)		
Rural	-0.0153 (0.0428)	0.260*** (0.0666)	-0.636*** (0.126)	0.286*** (0.0683)		
province d'origine instable	-0.964*** (0.238)	5.305*** (0.317)	0.649 (0.422)	5.420*** (0.312)		
Province	Oui	Oui	Oui	Oui		
Constant	-0.276 (0.306)	-5.771*** (0.911)	-1.604** (0.783)	-6.134*** (0.927)		
Observations	10231	10231	10231	10231	10231	10231
Pseudo R²	0.112	0.215	0.110	0.431		

t statistiques entre parenthèses/ *p < 0.05, **p < 0.01, ***p < 0.001

^: La variable indépendante est purifiée par rapport à la variable migration (sauf pour le modèle 04).

Tableau 7: Le modèle d'appariement et l'effet de moyen de traitement

	Entrepreneur : Population active			Entrepreneur : 15 à 30 ans		
	Ensemble	Informel	Formel	Ensemble	Informel	Formel
Effet moyen	0.0479***	0.0486***	0.00762*	0.0411	0.042	0.00234
Erreurs-types	(-0.0107)	(-0.0109)	(-0.00394)	(-0.0274)	(-0.0276)	(-0.00449)
Observations	25539	25539	25539	10231	10231	10231

Standard errors in parentheses / *** p < 0.01, ** p < 0.05, * p < 0.1

Figures

Figure 1: La courbe de densité de l'âge de départ

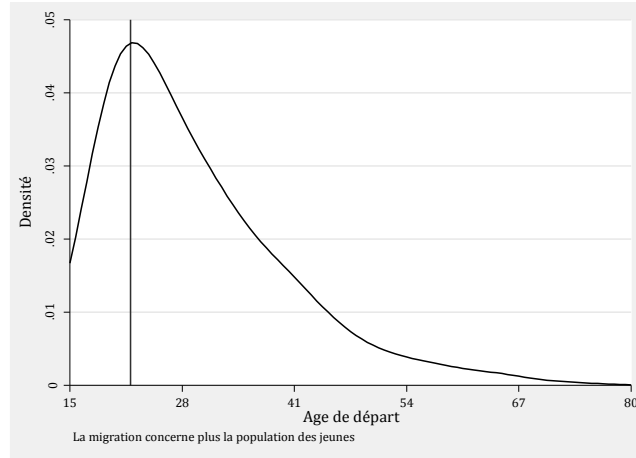


Figure 2: Niveau de vie, et les répartitions des jeunes migrants et des entrepreneurs en RDC

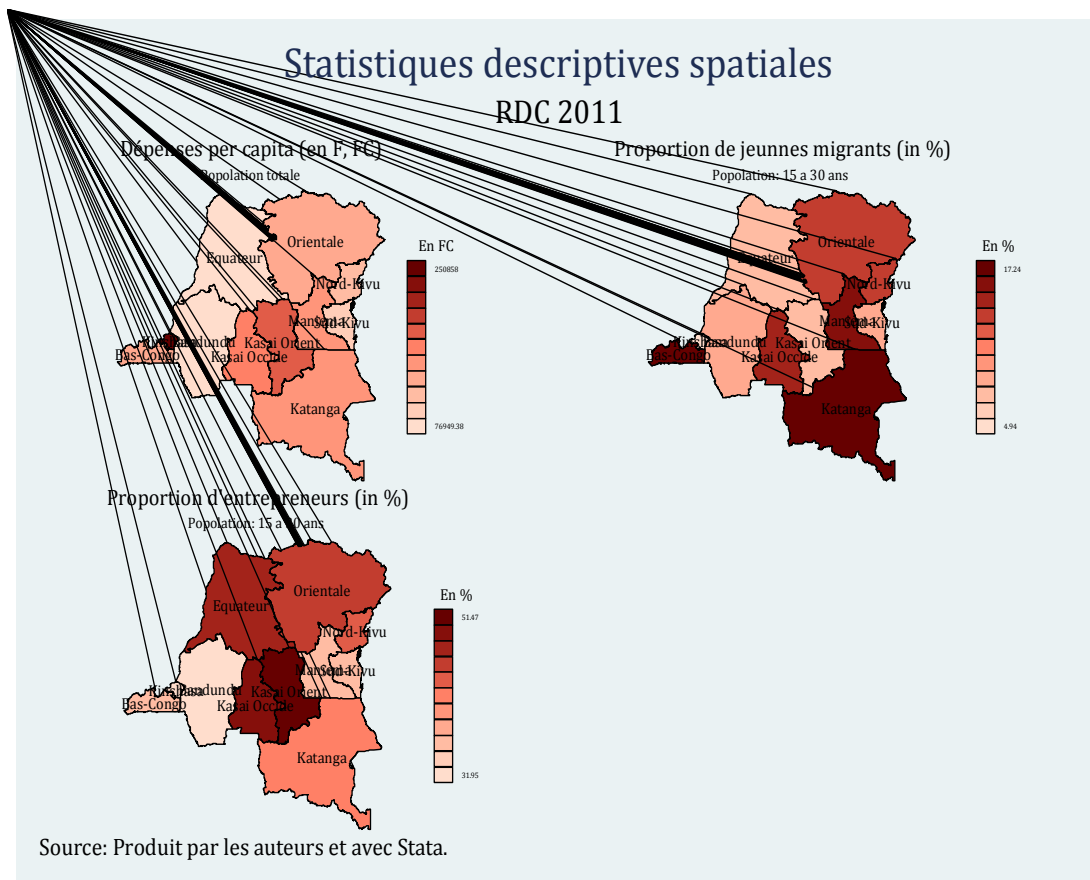


Figure 3: Répartition des entrepreneurs : Population entière vs Jeunes

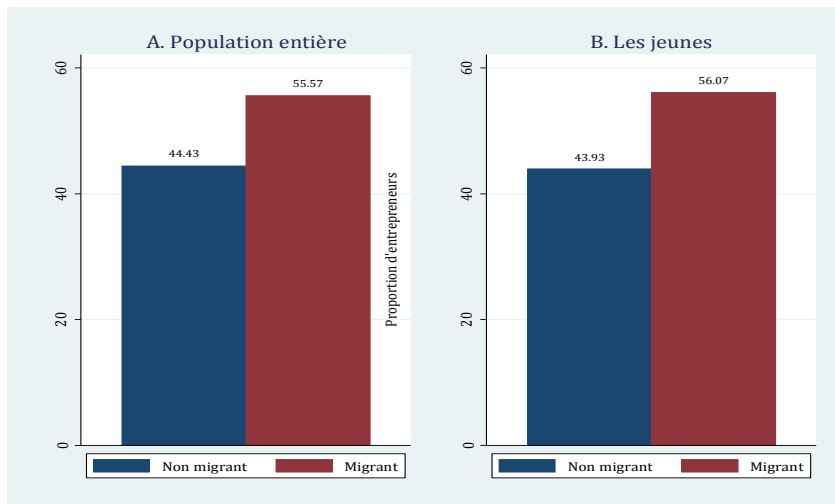


Figure 4: Répartition des entrepreneurs par niveau d'études

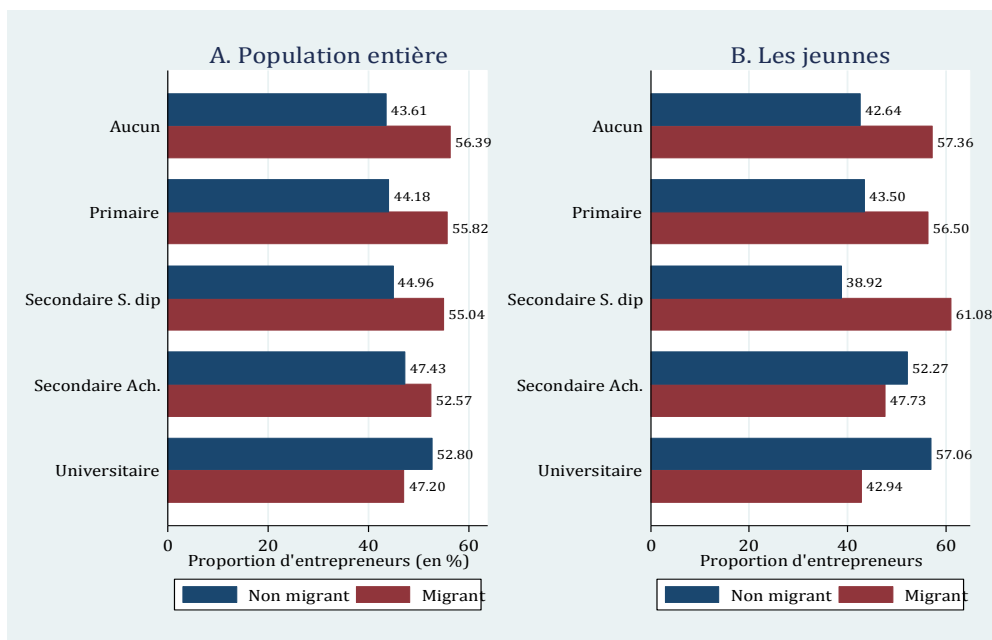


Figure 5: Modèle du score d'appariement et le support commun

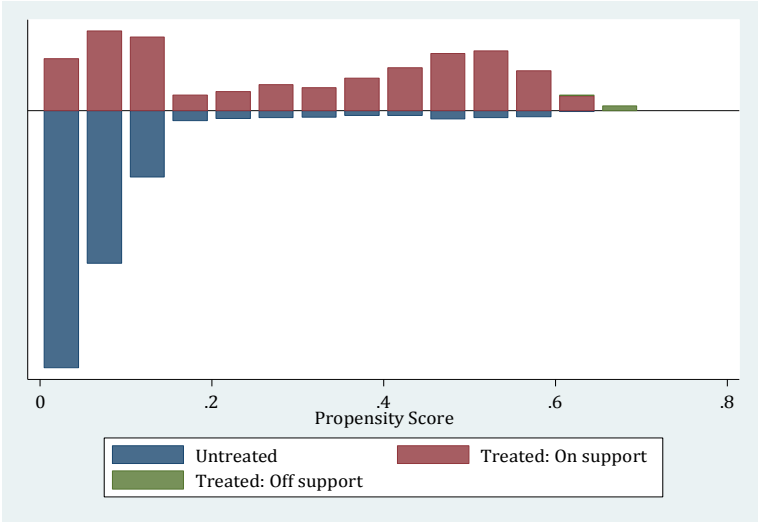


Figure 6: Modèle du score d'appariement et la distribution des scores

